

## COMMUNIQUÉ

---

### **Nouvelle baisse des inscriptions au CAPLP la ministre doit stopper la réforme des lycées pros et prendre des mesures d'urgence pour les salaires et les conditions de travail**

En 2019, le ministre J.-M. Blanquer lançait une grande réforme de la formation des enseignant·es et des concours avec pour but annoncé de relancer l'attractivité ! En 2024, deux ans à peine après une première session catastrophique et malgré d'autres mesures censées elles aussi relancer l'attractivité, l'échec est cuisant ! En 2019, les CAPLP attiraient 17 325 candidat·es, ils n'en attirent plus que 10 870 cette année !

Alors qu'une nouvelle réforme se profile, le nombre des inscrit·es baisse à nouveau : - 8,5 % par rapport à l'an dernier. Les concours les plus touchés par ces diminutions sont l'interne (- 10,1 %) et le 3<sup>e</sup> concours (- 36,5 %).

L'élévation du niveau de diplôme ne peut être tenue pour seule responsable de cet état de fait. Il est bon de rappeler que la majorité des CAPLP n'ont pas été concerné·es par cette réforme car présentant des exemptions du master pour s'inscrire. Le symbole le plus criant de cette désaffection des concours enseignants est le 3<sup>e</sup> concours pour lequel aucun diplôme n'est exigé. En 2019, au moment où J.-M. Blanquer préparait sa réforme, 408 personnes s'inscrivaient au 3<sup>e</sup> concours de Mathématiques-sciences physiques pour 10 places. Cette année, ce chiffre n'atteint même pas les 140 alors que le nombre de places offertes a été multiplié par 3.

Certes, à l'interne cette baisse peut s'expliquer par la fermeture du concours en Economie-Gestion option Gestion-administration (296 inscrits l'an dernier). Mais la situation reste globalement inquiétante car le nombre d'inscrit·es est souvent supérieur au nombre de présent·es aux épreuves. Moins de présent·es, c'est moins d'admissibles, donc moins d'admis·es et, in fine, des PLP en moins à la rentrée devant les élèves de la voie pro.

Le premier constat que nous pouvons faire est que les mesures d'attractivité n'ont pas atteint leur but. Mais qui voudrait s'embarquer sur un bateau qui navigue à vue ? Moins de deux ans après la réforme de la formation, une nouvelle est annoncée. À peine quatre ans après une première transformation de la voie professionnelle, une nouvelle réforme est en cours. Qui pourrait avoir envie de devenir PLP dans de telles conditions ?

Pour le SNUEP-FSU, si le ministère souhaite rendre de nouveau attractif notre métier, il est urgent d'améliorer nos conditions de travail et d'augmenter fortement les salaires. Il est urgent de remettre les enseignements au cœur de nos métiers, rongés par la multiplication des missions annexes. Il est urgent d'arrêter la réforme jusqu'à présent portée par Carole Grandjean qui jette de l'incertitude sur l'avenir des professeur·es de lycées professionnels. C'est pour toutes ces raisons, et parce qu'un autre lycée pro est possible, que le SNUEP-FSU appelle les personnels des lycées professionnels à se mobiliser par la grève le 1<sup>er</sup> février.